

Évolutions monétaires en Guyane au 31 décembre 2017

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon l'édition de janvier 2018 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale s'est affermie en 2017 à +3,7 % (après +3,2 % en 2016). L'embellie se manifeste dans la plupart des économies. Cette dynamique devrait perdurer en 2018 et 2019, avec une croissance du PIB estimée à +3,9 % selon le FMI. L'accélération attendue de la croissance américaine aura des répercussions positives sur la demande extérieure et les conditions financières resteront favorables, en dépit du resserrement des politiques monétaires.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au quatrième trimestre 2017, selon Eurostat. L'inflation a légèrement fléchi à 1,3 % en janvier 2018 et le taux de chômage a atteint 8,7 % en fin d'année 2017, son niveau le plus bas depuis janvier 2009. La Commission européenne estime l'augmentation du PIB à +2,4 % en 2017 et table sur une croissance de +2,3 % en 2018 et +2,0 % en 2019, tirée par la vigueur de la demande internationale et l'amélioration du marché du travail.

À l'issue de la réunion du 8 mars 2018, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé que « les achats nets d'actifs, au rythme mensuel actuel de 30 milliards d'euros, devraient être réalisés jusque fin septembre 2018 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif. », à savoir « de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme ».

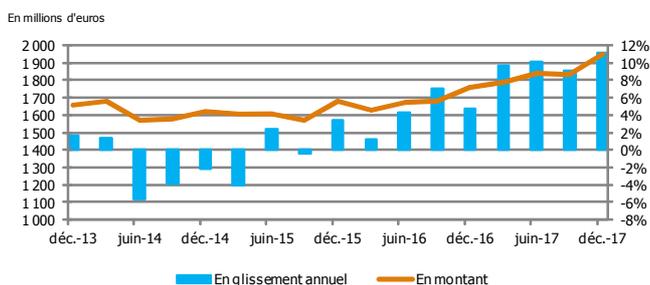
En France, selon les estimations publiées par l'Insee, l'économie a crû de 0,6 % au quatrième trimestre 2017 (après +0,5 %). Sur l'année 2017, l'activité a ainsi progressé de 2,0 % (après +1,1 % en 2016), tirée par une nette accélération de l'investissement (+3,7 %), et des exportations (+3,5 %). En parallèle, la consommation des ménages a ralenti (+1,3 %, après +2,1 %).

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee – données arrêtées à la date du 28 février 2018.

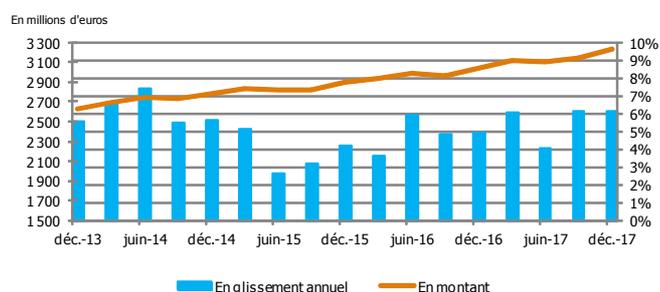
UNE ACTIVITÉ BANCAIRE EN PROGRESSION SUR UN AN...

Dans un contexte économique post mouvement social marqué par un redressement progressif du climat des affaires, une inflation stable et des taux de crédit aux entreprises en baisse, le financement de l'économie et la collecte de dépôts continuent de progresser en Guyane.

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires

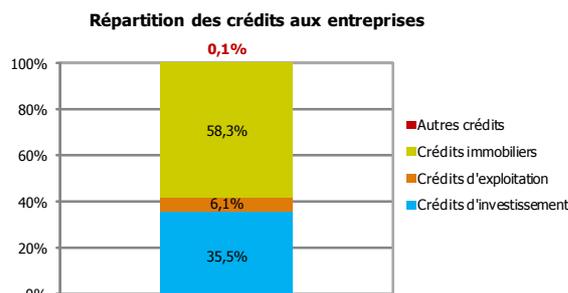
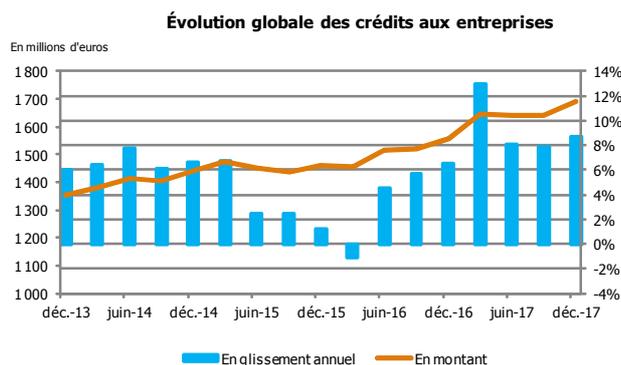


L'encours sain de crédits s'inscrit en hausse de 6,1 % (soit +186,1 M€) pour s'établir à 3 228,1 M€ à décembre 2017. Sur le deuxième semestre, l'évolution de l'encours présente cette même dynamique (+3,8 %, soit +118,2 M€).

Les actifs financiers sont en hausse notable de 11,1 % (soit +195,8 M€) sur un an, portant l'encours de dépôts à 1 952,1 M€. Signe d'un certain attentisme, les ménages et entreprises continuent de privilégier les placements liquides au détriment des placements rémunérateurs et bloqués.

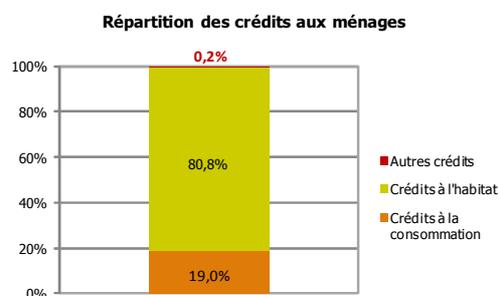
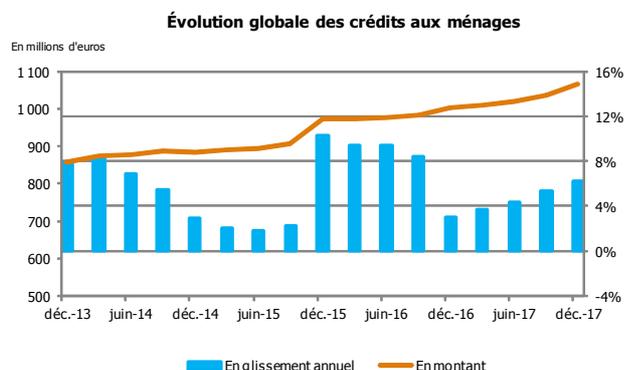
... PORTÉE PAR LES CRÉDITS DES ENTREPRISES

Les crédits d'investissement stimulent la hausse de l'encours



La progression de l'encours de crédits octroyés aux entreprises s'accélère en rythme annuel (+8,7 %, soit +136,1 M€), tiré principalement par la hausse soutenue des crédits d'investissement (+13,2 %, soit +70,3 M€), conjuguée à celle des crédits immobiliers (+5,6 %, soit +52,7 M€).

La distribution de crédits aux ménages s'accroît sur un an



L'encours sain total des crédits aux ménages croît de 6,2 % sur un an (+62,1 M€) pour atteindre 1 064,8 M€. L'encours est porté par la hausse des crédits à l'habitat (+4,9 %, soit +40,2 M€) et des crédits de trésorerie (+14,2 %, soit +23,5 M€).

L'encours des crédits à la consommation augmente de 10,8 % (soit +19,6 M€) en rythme annuel. Les ventes de véhicules neufs sur l'année sont restées dynamiques avec une hausse de 4,1 %.

Nouveau recul de l'encours sain aux collectivités locales

L'encours sain de crédit aux collectivités locales s'établissant à 320,3 M€ reste sur une tendance baissière (-2,8 %, soit -9,4 M€). En outre, leurs créances douteuses nettes sont en recul de 8,4 % (-4,1 M€) sur l'année. Toutefois, sur les 6 derniers mois de l'année, l'encours progresse légèrement (+2,0 %, soit +6,2 M€).

Malgré la forte progression des encours le taux de sinistralité se maintient

L'encours de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement (ECIL) s'accroît de 2,1 % (soit +1,8 M€) en rythme annuel mais moins rapidement que la hausse des encours. Les douteux s'établissent à 89,5 M€ à fin décembre 2017. Le taux de créances douteuses, qui s'élève à 3,1 %, recule de 0,4 point sur les 6 derniers mois de l'année et reste stable sur un an (-0,1 point). Les provisions des ECIL atteignent 48,6 M€ au 31 décembre 2017, en retrait sur le semestre (-5,7 %, -3,0 M€) et sur un an (+5,3 %, -2,7 M€). Le taux de provisionnement diminue de 4,2 points pour s'établir à 54,3 % contre 58,5 % en décembre 2016. En revanche, sur le semestre il s'améliore (+1,6 point) en raison de la baisse plus significative de l'encours douteux brut par rapport à celle des provisions.

LA HAUSSE DES DÉPÔTS À VUE ET DES COMPTES D'ÉPARGNE STIMULE À NOUVEAU L'ACTIVITÉ DE COLLECTE

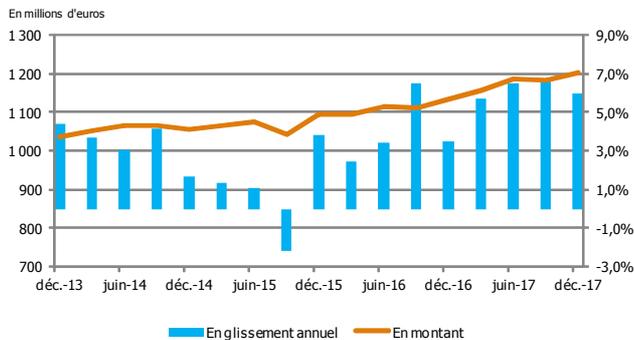
La croissance des actifs financiers s'accélère avec une augmentation de 11,1 % (soit +195,8 M€) en rythme annuel portant l'encours à 1 952,1 M€. Sur le dernier semestre, on retrouve également cette tendance (+6,0 %, soit +111,2 M€).

La forte hausse des **dépôts à vue** (+17,9 %, soit +159,7 M€) associée à la très bonne tenue des placements sur les **comptes d'épargne à régime spécial** (+12,0 %, soit +44,4 M€) continuent d'expliquer cette croissance annuelle. Dans une moindre mesure, l'attrait des ménages pour les **produits d'assurance-vie** contribue aussi à la progression de la collecte (+3,9 %, soit +10,0 M€).

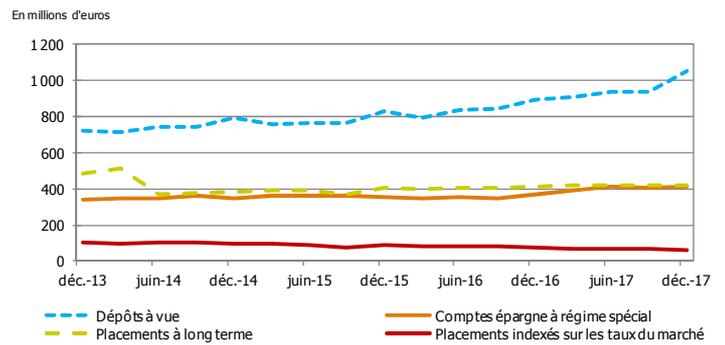
Les ménages augmentent leurs liquidités

Les ménages demeurent les principaux déposants de la place avec un encours de 1 201,2 M€, en hausse de 6,0 % (+68 M€). La hausse des **dépôts à vue** (+15,7 % soit +60,7 M€), des **contrats d'assurance-vie** (+3,9 %, soit +10,0 M€) ainsi que des dépôts sur **livrets A et bleus** (+2,9 %, soit +5,1 M€) sur un an explique principalement cette évolution.

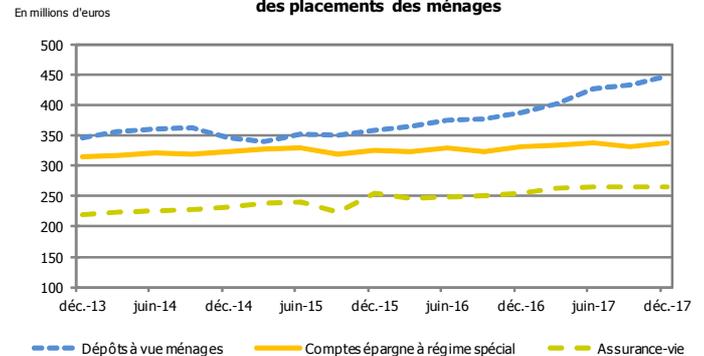
Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des actifs financiers



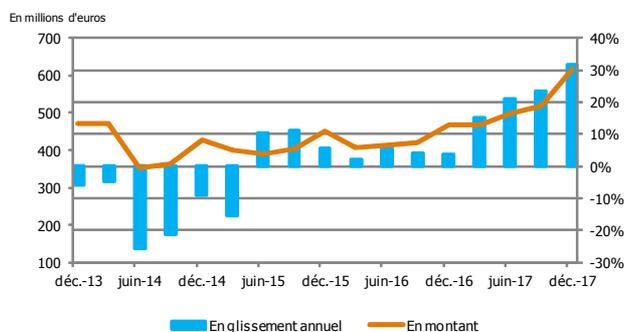
Évolution des principales composantes des placements des ménages



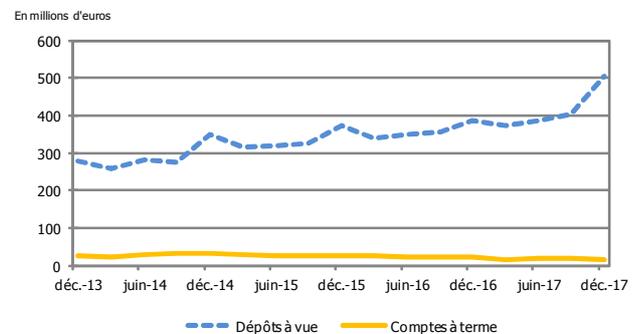
L'épargne à long terme des ménages marque le pas avec une hausse +1,5 % (soit 6,0 M€) contre +3,9 % (soit +15,0 M€) en 2016. La réduction des plans d'épargne logement (-2,2 %, soit -2,5 M€) a été compensée par hausse des produits d'assurance-vie (264,8 M€). Ces deux postes constituent les principales composantes de l'épargne longue. **Les placements liquides ou à court terme croissent légèrement** en rythme annuel (+0,4 %, soit +1,3 M€). En effet, la décollecte des placements indexés sur les taux du marché (-31,2 %, soit -5,9 M€) a de nouveau été compensée par la hausse des comptes d'épargne à régime spécial (+2,2 %, soit +7,2 M€).

Nette amélioration de la trésorerie des entreprises sur le dernier trimestre

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Conséquence probable du plan d'urgence et/ou de règlements de factures en souffrance, la **collecte des actifs financiers des entreprises a été particulièrement dynamique** (+31,6 % soit +147,8 M€) atteignant 615,2 M€ à fin 2017. Ce résultat est dû à la hausse conjointe des **dépôts à vue** (+30,5 %, soit +118,0 M€) et des **placements liquides ou à court terme** (+43,6 % soit +30,4 M€). Sur le deuxième semestre, la collecte des dépôts des entreprises progressent de +30,9 %, soit +119,1 M€ (dont environ 60 M€ qui sont la résultante d'un retraitement comptable d'un ECIL). Les placements liquides ou à court terme sont tirés par la **hausse des comptes d'épargne à régime spécial** (+156,5 %, soit +35,8 M€). Cette hausse a largement contrebalancé le retrait des placements indexés sur les taux du marché (-11,5 %, soit -5,4 M€).

MÉTHODOLOGIE

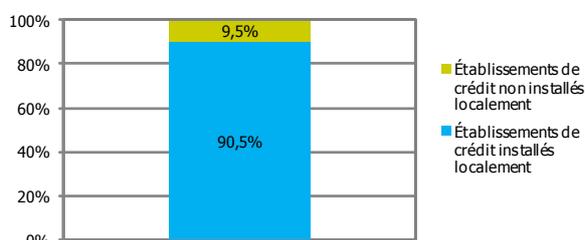
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

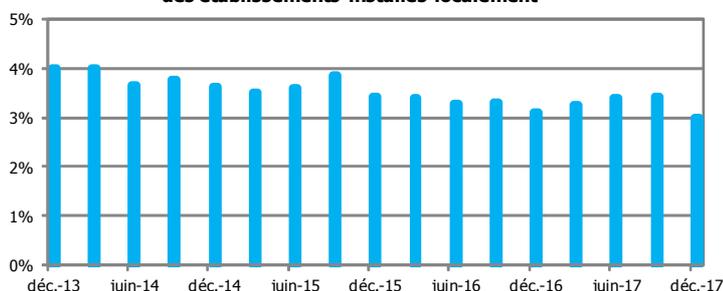
Les crédits à l'économie

									Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	94,1	77,3	81,6	89,9	126,6	103,8	100,2	103,0	-0,8%	14,6%
<i>Créances commerciales</i>	8,4	6,4	6,1	6,6	4,2	4,4	5,1	4,2	-5,2%	-36,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	34,4	33,8	33,5	35,4	38,2	38,5	39,1	43,8	13,8%	23,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	6,2	7,7	7,5	7,0	6,5	7,1	6,7	6,6	-7,3%	-6,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	42,0	26,5	31,8	31,1	69,4	47,2	41,1	36,5	-22,8%	17,4%
<i>Affacturage</i>	9,3	10,6	10,4	16,8	14,7	13,7	14,8	18,5	35,6%	10,2%
Crédits d'investissement	409,3	446,0	487,3	530,9	564,2	584,3	582,7	601,2	2,9%	13,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	314,5	348,8	375,7	416,2	434,5	452,7	455,8	472,8	4,4%	13,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	23,0	13,8	13,2	13,4	12,8	12,7	13,7	14,3	13,0%	7,0%
<i>Crédit-bail</i>	94,8	97,2	111,6	114,7	129,7	131,6	126,9	128,3	-2,5%	11,9%
Crédits à l'habitat	841,0	911,7	887,0	935,0	955,1	949,6	955,6	987,7	4,0%	5,6%
Autres crédits	9,5	8,9	5,8	1,2	1,2	1,2	1,3	1,2	1,3%	3,4%
Encours sain	1 353,8	1 443,9	1 461,8	1 556,9	1 647,0	1 638,9	1 639,7	1 693,1	3,3%	8,7%
Ménages										
Crédits à la consommation	170,7	171,8	180,5	182,3	185,1	189,0	195,1	202,0	6,9%	10,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	144,9	147,8	159,1	164,9	167,8	172,9	179,1	188,4	9,0%	14,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	13,7	13,3	13,5	11,6	11,8	11,3	10,7	10,1	-10,3%	-13,0%
<i>Crédit-bail</i>	12,1	10,8	7,9	5,8	5,6	4,9	5,3	3,4	-29,3%	-40,6%
Crédits à l'habitat	687,0	709,8	790,6	820,2	825,0	829,3	840,0	860,4	3,8%	4,9%
Autres crédits	0,1	0,7	2,0	0,1	0,1	0,6	0,7	2,4	314,5%	1972,6%
Encours sain	857,9	882,3	973,1	1 002,7	1 010,1	1 018,9	1 035,7	1 064,8	4,5%	6,2%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,7	4,9	3,2	3,2	3,3	5,6	6,6	7,8	37,5%	143,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	4,0	3,2	3,2	3,3	5,5	5,5	7,0	27,3%	118,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,7	0,9	0,0		0,0	0,2	0,1		-100,0%	-
Crédits d'investissement	355,5	353,8	343,3	326,5	320,1	308,4	314,4	312,5	1,3%	-4,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	355,5	353,7	342,8	326,1	319,7	308,0	314,1	312,2	1,4%	-4,2%
Autres crédits										
Encours sain	356,2	358,7	346,5	329,7	323,3	314,1	321,0	320,3	2,0%	-2,8%
Autres agents										
Encours sain	65,9	97,8	118,7	152,6	134,1	138,0	142,9	149,9	8,6%	-1,8%
TOTAL										
Encours brut total	2 633,8	2 782,7	2 900,1	3 041,9	3 114,6	3 109,8	3 139,4	3 228,1	3,8%	6,1%
<i>dont ECNIL</i>	334,6	329,5	283,5	301,8	313,4	315,8	308,7	305,6	-3,2%	1,3%
Créances douteuses brutes	105,7	97,6	119,0	145,6	153,0	155,0	155,7	144,1	-7,0%	-1,1%
<i>dont ECIL</i>	95,8	92,1	92,6	87,7	94,3	97,9	100,2	89,5	-8,5%	2,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	42,8	38,9	68,4	93,4	100,3	102,4	102,8	94,2	-8,0%	0,9%
<i>(dt) Entreprises</i>	25,2	20,9	47,7	24,0	29,5	29,7	31,2	24,7	-16,9%	3,0%
<i>(dt) Ménages</i>	12,3	15,4	18,3	19,6	21,1	20,8	21,1	20,3	-2,4%	3,4%
Provisions	62,9	58,7	50,7	52,3	52,6	52,6	52,9	49,9	-5,2%	-4,6%
Encours brut total	2 739,5	2 880,2	3 019,2	3 187,6	3 267,6	3 264,8	3 295,1	3 372,2	2,4%	5,8%
<i>Taux de créances douteuses</i>	3,9%	3,4%	3,9%	4,6%	4,7%	4,7%	4,7%	4,3%	-0,5 pt	-0,1 pt
<i>dont ECIL</i>	4,0%	3,6%	3,4%	3,1%	3,3%	3,4%	3,4%	3,0%	-0,4 pt	0,0 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	59,5%	60,1%	42,6%	35,9%	34,4%	33,9%	34,0%	34,6%	0,7 pt	0,0 pt
<i>dont ECIL</i>	65,3%	63,2%	53,9%	58,5%	54,8%	52,7%	51,6%	54,3%	1,6 pt	-0,1 pt

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

									Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	1 sem	1 an
Sociétés non financières	469,9	426,6	450,9	467,4	467,0	497,7	518,8	615,2	23,6%	31,6%
Dépôts à vue	280,5	348,7	373,8	386,5	373,6	385,4	404,8	504,5	30,9%	30,5%
Placements liquides ou à court terme	61,8	72,1	66,1	69,8	81,9	100,9	103,1	100,2	-0,7%	43,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	4,8	14,6	15,8	22,9	43,1	58,0	58,7	58,7	1,3%	156,5%
Placements indexés sur les taux de marché	57,0	57,5	50,3	46,9	38,8	42,9	44,5	41,5	-3,4%	-11,5%
<i>dont comptes à terme</i>	27,4	34,5	27,3	22,5	17,6	18,5	19,0	17,1	-7,5%	-24,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	25,3	20,1	19,9	19,5	17,2	16,5	17,5	16,4	-0,5%	-15,9%
<i>dont certificats de dépôt</i>	4,3	2,9	3,2	4,0	4,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	99,9%
Épargne à long terme	127,6	5,8	11,0	11,1	11,5	11,4	10,9	10,5	-7,1%	-5,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	2,3	2,2	8,4	8,9	9,4	8,9	8,4	8,1	-9,6%	-9,0%
Ménages	1 037,5	1 055,1	1 095,0	1 133,3	1 155,2	1 185,9	1 183,6	1 201,2	1,3%	6,0%
Dépôts à vue	345,6	345,0	358,9	387,6	401,8	426,6	434,0	448,3	5,1%	15,7%
Placements liquides ou à court terme	342,3	345,5	345,1	350,0	351,3	356,1	348,2	351,2	-1,4%	0,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	315,1	323,1	324,8	331,1	333,2	338,7	332,1	338,2	-0,1%	2,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	90,3	94,5	94,4	93,7	94,1	94,5	93,1	94,2	-0,4%	0,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	166,6	170,4	172,0	177,6	178,5	182,0	178,3	182,6	0,3%	2,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,0	1,9	2,1	2,2	2,2	2,3	2,3	2,3	0,7%	3,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	6,1	5,3	5,3	5,3	5,3	5,2	5,2	5,2	0,1%	-1,8%
<i>dont livrets de développement durable</i>	24,7	26,7	27,9	30,0	30,8	32,1	31,4	32,5	1,2%	8,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	25,3	24,2	22,9	22,3	22,2	22,5	21,8	21,4	-4,7%	-4,1%
Placements indexés sur les taux de marché	27,2	22,4	20,3	18,9	18,1	17,5	16,1	13,0	-25,6%	-31,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	20,8	17,7	15,8	14,4	13,6	13,1	12,1	10,5	-19,6%	-27,1%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont OPCVM monétaires</i>	6,4	4,8	4,5	4,5	4,5	4,4	4,0	2,5	-43,1%	-44,3%
Épargne à long terme	349,6	364,5	391,1	395,6	402,1	403,2	401,4	401,7	-0,4%	1,5%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	95,5	102,8	110,0	113,6	113,4	112,4	111,0	111,2	-1,1%	-2,2%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,2	4,7	4,4	3,8	3,7	3,5	3,5	3,3	-7,1%	-12,7%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	1,2	1,1	16,6%	38,1%
<i>dont portefeuilles-titres</i>	18,6	16,5	14,2	15,1	14,3	14,3	14,4	14,4	0,7%	-4,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	9,8	8,6	7,0	7,2	7,3	7,2	7,2	6,5	-10,2%	-9,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	219,8	231,1	254,7	255,1	262,6	264,8	264,1	265,2	0,1%	3,9%
Autres agents	151,3	140,9	130,6	155,6	163,1	157,2	129,1	135,6	-13,8%	-12,9%
Dépôts à vue	98,6	98,1	93,8	119,9	129,3	122,5	94,9	101,0	-17,6%	-15,8%
Placements liquides ou à court terme	44,5	32,5	31,8	29,6	27,7	28,6	26,9	27,1	-5,2%	-8,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	23,0	12,0	15,5	17,6	17,2	18,8	17,9	19,0	1,1%	8,1%
Placements indexés sur les taux de marché	21,4	20,5	16,4	12,0	10,6	9,8	9,0	8,1	-17,4%	-32,3%
<i>dont comptes à terme</i>	16,5	17,1	14,0	9,9	8,5	5,9	7,1	6,3	6,4%	-37,1%
Épargne à long terme	8,2	10,3	4,9	6,1	6,0	6,1	7,3	7,4	22,3%	22,3%
Total actifs financiers	1 658,7	1 622,6	1 676,4	1 756,3	1 785,3	1 840,9	1 831,6	1 952,1	6,0%	11,1%
Dépôts à vue	724,6	791,9	826,5	894,1	904,7	934,5	933,7	1 053,8	12,8%	17,9%
Placements liquides ou à court terme	448,6	450,1	443,0	449,4	460,9	485,7	478,3	478,6	-1,5%	6,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	342,9	349,7	356,0	371,6	393,5	415,5	408,7	416,0	0,1%	12,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	109,0	105,9	113,9	113,3	113,8	115,9	114,2	115,8	-0,1%	2,2%
<i>dont livrets A et bleus</i>	175,7	185,6	183,8	198,3	219,1	237,4	233,8	238,6	0,5%	20,3%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,0	1,9	2,1	2,2	2,2	2,3	2,3	2,3	0,7%	3,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	6,1	5,3	5,3	5,3	5,4	5,2	5,2	5,2	0,1%	-1,8%
<i>dont livrets de développement durable</i>	24,8	26,7	27,9	30,0	30,8	32,1	31,4	32,5	1,2%	8,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	25,4	24,3	23,0	22,3	22,2	22,5	21,8	21,5	-4,6%	-4,0%
Placements indexés sur les taux de marché	105,7	100,4	87,0	77,8	67,4	70,3	69,6	62,6	-10,9%	-19,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	64,7	69,3	57,0	46,9	39,7	39,5	38,2	33,8	-14,2%	-27,8%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,1	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-100,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	4,3	2,9	3,2	4,0	4,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	99,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	36,7	28,3	26,7	26,1	23,7	22,8	23,4	20,8	-8,9%	-20,3%
Épargne à long terme	485,4	380,6	407,0	412,9	419,7	420,7	419,6	419,7	-0,2%	1,6%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	95,5	103,1	110,2	113,7	113,4	112,5	111,2	111,3	-1,0%	-2,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,2	4,7	4,4	3,8	3,7	3,5	3,5	3,3	-7,1%	-12,7%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	1,2	1,1	16,6%	38,1%
<i>dont actions</i>	132,4	11,0	10,5	11,7	11,8	11,9	12,2	12,3	3,5%	5,1%
<i>dont obligations</i>	14,3	13,0	11,0	11,7	10,6	10,9	10,7	11,1	2,1%	-5,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	17,5	17,1	15,4	16,1	16,7	16,2	16,8	15,4	-4,8%	-4,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	219,8	231,1	254,7	255,1	262,6	264,8	264,1	265,2	0,1%	3,9%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. Caron — Responsable de la rédaction : D. FARDEL
Éditeur et imprimeur : IEDOM — Achévé d'imprimer : mai 2018